

Économie verte : le loup déguisé en agneau¹

Edgardo Lander²

Du sommet de la Terre à Rio en 1992 à Rio+20 en 2012, les crises environnementales n'ont fait que s'aggraver, faute de rompre avec la logique dominante du capitalisme industriel. Loin de remettre en question ce système, les concepts de « développement durable », alors, et d'« économie verte », aujourd'hui, tentent de faire croire qu'une solution est possible sans modifier la structure du pouvoir ni les mécanismes du libre marché en vigueur.

En 1983, alors que la crise écologique de la planète apparaît de plus en plus évidente, l'Assemblée générale des Nations unies décida de créer une commission internationale (la commission mondiale pour le développement et l'environnement), afin d'émettre un diagnostic global sur la situation écologique planétaire en lien avec les objectifs du développement. Les travaux de cette commission devaient déboucher sur un ensemble de recommandations à mettre en œuvre. Ce rapport, remis en 1987 et intitulé *Notre futur commun*, demeure principalement connu comme « le rapport Brundtland », du nom de la coordinatrice générale. Ce document constitue la plateforme de base servant de cadre aux négociations du sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro en 1992.

1. Article paru sur le site du Transnational Institute (www.tni.org), novembre 2011, sous le titre : « La Economía Verde: el lobo se viste con piel de cordero ».

2. Sociologue, professeur de l'Université centrale du Venezuela à Caracas, membre du comité d'organisation du Forum social des Amériques, chercheur associé au Transnational Institute et à Clacso, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

Rio de Janeiro, 1992 : le développement durable

Le rapport Brundtland est traversé d'importantes contradictions. Si les problèmes environnementaux auxquels la planète est confrontée sont très solidement documentés, leurs causes fondamentales ne sont pas abordées. De même, aucune option sortant du cadre dominant de la logique capitaliste d'une croissance économique sans fin, n'a été envisagée. Le rapport soutient que, face aux menaces de la destruction de l'environnement et de la pauvreté, amplement détaillées, une croissance soutenue constitue la réponse la plus adéquate. Et les auteurs de soutenir la nécessité de « *revivifier la croissance* », avec des taux annuels entre 5 et 6 % pour l'ensemble des pays du Sud.

Face à la remise en cause de plus en plus générale de l'idée d'une croissance illimitée possible dans un monde fini, le rapport Brundtland réalise un extraordinaire exercice de jonglerie conceptuelle, afin de donner une nouvelle vie à la notion de « développement », sous sa nouvelle dénomination de « développement durable ». Selon le rapport, grâce à cette nouvelle représentation, il serait possible de relancer la croissance, d'éliminer la pauvreté et de le faire sur un mode durable, dans la mesure où l'évolution technologique permettrait d'accroître sans cesse la production en utilisant moins de moyens matériels et énergétiques.

Le concept de « développement durable » a joui d'une extraordinaire efficacité politique et idéologique. Il semblait tenir compte des doutes et critiques envers le développement, alors qu'en réalité il ne faisait que renforcer sa dynamique. Il fonctionnait comme un dispositif tranquillisant en créant l'illusion que des mesures réelles étaient prises pour répondre à la crise diagnostiquée. En ne remettant pas en question la logique capitaliste de l'accumulation et le modèle de la société industrielle comme causes fondamentales de la destruction de l'environnement, il opère comme un mécanisme de légitimation de la globalisation néolibérale, se présentant comme « durable », malgré sa dynamique aliénante et dévastatrice. La crise environnementale fut abordée dans et à partir de ce cadre de référence. Il n'est pas étonnant dès lors que vingt ans plus tard, chaque problème relevé dans ce rapport soit bien plus sévère, et que la vie sur terre se trouve chaque jour plus menacée.

Aujourd'hui, face à l'évidence des limites de notre planète et à la crise extrême d'un modèle de civilisation, basé sur une croissance sans fin et une guerre permanente contre les conditions qui rendent

possible la vie, il est urgent d'arrêter la machine de destruction systématique que représentent le capitalisme, la société industrielle et le fantasme du développement. Partout dans le monde, des mouvements populaires luttent contre l'extension des frontières du capitalisme (cf. l'« *accumulation par dépossession* » décrite par David Harvey), les mines à ciel ouvert, l'extraction du pétrole, les grands barrages, les monocultures transgéniques, qui constituent autant de menaces pour les territoires et pour la vie sur terre.

Vu le contrôle total qu'exercent les gouvernements du Nord industrialisé et les transnationales sur les négociations de la conférence des Parties à la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, chacune de ces conférences s'est convertie en opportunité de rencontres, de mobilisations, d'articulation et de dénonciation pour des mouvements sociaux du monde entier. Ceux-ci exigent simultanément des mesures radicales destinées à arrêter les forces destructrices dominantes, le paiement de la dette écologique, l'équité et la justice, tout en rejetant les « fausses solutions », tel que le marché du carbone qui – comme l'expérience l'a démontré –, loin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, a développé la marchandisation de l'atmosphère et la création de nouvelles sources d'accumulation et de spéculation pour le capital financier.

Rio de Janeiro, 2012 : l'économie verte

En juin 2012 à Rio de Janeiro, vingt ans après le sommet de 1992, s'est tenue la conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio +20. En vue de cette conférence, se sont à nouveau mis en œuvre tous les dispositifs d'analyses et de savoirs dont disposent les gouvernements, les organismes multilatéraux, ainsi que les institutions scientifiques et académiques, agissant comme autant de complices. Il s'agit d'une offensive nouvelle et sophistiquée destinée à circonscrire les problèmes d'un modèle de civilisation hégémonique en phase terminale, de manière à ce que ne soient pas remis en question les rapports politiques et économiques aujourd'hui dominants. Au-delà des très bonnes intentions qui animent nombre d'intervenants, les réels enjeux se situent à ce niveau.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a ainsi produit un document de plus de six cents pages, auquel ont collaboré des experts du monde entier. Les problèmes environnementaux y sont analysés de manière détaillée, et une synthèse

à l'intention des « décideurs » y est présentée (PNUE, 2011). Ces documents et le concept même d'« économie verte » définissent le nouveau cadre conceptuel dans lequel se déroulent actuellement les débats, les négociations et les formulations de politiques, qui émanent de pratiquement tous les organismes multilatéraux.

S'agit-il de dispositions effectives afin de produire les profondes transformations nécessaires pour sauver la vie sur terre? Ou, au contraire, l'« économie verte » est-elle le nouvel instrument aux mains des pouvoirs mondiaux, comme le fut le « développement durable », qui a procédé en intégrant (apparemment) les critiques formulées à l'encontre du modèle destructeur de civilisation, tout en veillant à ce que la logique et les postulats fondamentaux de ce modèle ne soient pas remis en cause; et plus particulièrement, la confiance dans la croissance économique, la foi aveugle dans le progrès, la science et la technologie, le *technological fix*, et la magie des marchés? Ce rapport se présente-t-il comme un appel à l'action – urgente et nécessaire – pour freiner les dynamiques dévastatrices dominantes? Ou, à l'inverse, a-t-il pour objectif de nous tranquilliser, en essayant de nous convaincre que, non seulement nous disposons de solutions qui rendront possible la transition vers une économie verte, mais aussi que cette transition a déjà commencé?

Une lecture approfondie des textes nous permet de répondre sans l'ombre d'un doute: loin d'être en présence des diagnostics et des mesures nécessaires de manière urgente, il s'agit plutôt d'un effort sophistiqué pour démontrer qu'il est possible de résoudre les problèmes de la crise environnementale sans toucher à la structure du pouvoir en place au niveau mondial, sans modifier non plus les rapports de domination et d'exploitation en vigueur. La colonne vertébrale de ce rapport réside dans l'argumentation que les mêmes mécanismes du marché, les mêmes modèles scientifiques et technologiques, la même logique d'une croissance soutenue rendront possible la sauvegarde de la vie sur terre.

Selon le PNUE, le passage à l'économie verte pourra relancer l'économie globale avec des taux de croissance très supérieurs à ceux qu'autorise le modèle actuel. Il permettrait de créer plus et de meilleurs emplois, de réduire la pauvreté et l'inégalité, et d'atteindre les objectifs du millénaire; tout ceci de manière durable, c'est-à-dire en respectant la nature, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et la pression sur l'environnement, assurant ainsi sa

régénération³. Bien évidemment, cela doit créer de nouvelles opportunités d'investissements rentables, offrir au capital global une porte de sortie à la crise actuelle et rendre possible une augmentation de ses marges de profit.

Quelle transition vers une économie verte ?

Pour le PNUE, l'un des principaux fondements de l'économie verte réside dans le rejet de ce qui est présenté comme un mythe ; à savoir qu'il existerait une contradiction entre progrès économique et viabilité environnementale⁴. Selon cette logique, il ne s'agit pas de remettre en question l'idée d'une croissance économique illimitée, ni la notion de progrès, mais bien de réorienter les investissements et l'innovation technologique en direction de l'économie verte. Après avoir reconnu que durant la dernière décennie se sont accélérées les « diverses crises concomitantes » (crises climatique, énergétique, alimentaire... et, enfin, crises économique et financière globales), les auteurs affirment que tout cela n'a été fondamentalement que le résultat d'une « affectation incorrecte du capital ».

Si les causes de ces crises sont diverses, toutes auraient donc un élément commun : à l'évidence, le capital a été mal affecté. Au cours des vingt dernières années, une grande quantité de capitaux fut investie dans les propriétés, les combustibles fossiles, les actifs financiers structurés et autres produits connexes. Comparativement, très peu furent investis dans les énergies renouvelables, les transports publics, l'agriculture durable, la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, ainsi que dans la protection du sol et de l'eau.

La plupart des stratégies de développement et de croissance économique promeuvent une rapide accumulation de capital naturel, financier et humain, au prix d'une dégradation et d'un tarissement

3. « Pour le PNUE, l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. Sous sa forme la plus simple, elle se caractérise par un faible taux d'émission de carbone, l'utilisation rationnelle des ressources et l'inclusion sociale » (PNUE, 2011).

4. « L'impossibilité d'un compromis entre durabilité environnementale et progrès économique constitue peut-être le mythe le plus répandu. Les preuves abondent aujourd'hui que le verdissement des économies ne fait pas obstacle à la création de richesses et d'emplois, et il existe, dans de nombreux secteurs verts, de multiples opportunités d'investissement et de croissance en termes de richesses et d'emplois. Cependant, il convient de mettre en place de nouvelles conditions favorables à la transition vers une économie verte et, en ce sens, les décideurs politiques du monde entier doivent mettre la main à la pâte dès maintenant » (PNUE, 2011).

du patrimoine écologique, dont nos ressources naturelles et écosystèmes. En épuisant les réserves mondiales de richesses naturelles, souvent de manière irréversible, ce type de développement et de croissance a affecté négativement le bien-être des générations actuelles, tout en exposant les générations futures à des dangers et défis énormes. Les multiples crises récentes sont symptomatiques de ce modèle (PNUE).

Ce qui est en cause, selon le PNUE, est ce qu'il nomme les « failles du marché ». Mais ce constat et ses résultats extrêmement dangereux pour la vie sur terre ne débouchent pas sur l'hypothèse qu'il s'agit là de la conséquence logique du pouvoir croissant des marchés financiers et de la soumission de toute autre dynamique sociale – démocratique, solidaire, respectueuse de la vie... – au seul critère de la maximisation des intérêts à court terme. Selon ce rapport, le problème est beaucoup plus localisé et peut être résolu sans une transformation radicale du système : les marchés se sont basés sur des « failles de l'information », sur une non-intégration des coûts des « externalités », ainsi que sur des politiques publiques inadéquates comme les « *subsidés pervers ou dommageables pour l'environnement* ».

Les solutions proposées constituent un ensemble de « directives liées à des politiques nécessaires » afin de changer les mesures de régulation, les incitations et les conditions d'accès à l'information dans lesquelles évoluent les marchés. De cette façon, par le biais de « stimulants basés sur le marché », il serait possible de réorienter les investissements de capitaux vers des « investissements verts » et des « innovations vertes ».

Sur base de leurs modèles économiques, les auteurs du rapport arrivent à la conclusion que la transition vers l'économie verte serait possible moyennant une augmentation des investissements « verts » de l'ordre de 2 % du PIB de la planète. Cela « *correspond à moins de 10 % des investissements mondiaux annuels* », ce qui implique de réaffecter les investissements pour un montant de 1 300 milliards de dollars par an (PNUE, 2011). Toujours selon le rapport, « *le secteur des investissements et les services financiers contrôlent des billions de dollars, et sont par conséquent en condition de procurer la majorité des financements nécessaires pour assurer la transition vers l'économie verte* ». L'avenir de la planète dépendra donc des États qui, par le biais de politiques fiscales, de mécanismes de régulations, d'incitations et d'investissements, parviendront à réorienter le

montant des investissements privés de l'«économie brune» vers l'«économie verte».

Opérant au sein des dogmes du libre marché, consolidés sous l'ère de la mondialisation néolibérale comme l'unique imaginaire possible pour les organismes multilatéraux et pour les « décideurs », le PNUE avertit que pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire que les investisseurs comprennent que ces investissements verts augmenteront leur compétitivité. Il semble d'ailleurs que ce soit la raison pour laquelle le texte insiste à maintes reprises sur le fait que les taux de croissance et les gains pourront être plus élevés avec une économie verte. Par exemple, en ce qui concerne la nécessité d'accélérer le développement des énergies renouvelables, un des thèmes centraux du rapport, il est dit: « *Le secteur financier traite les investissements en faveur des énergies renouvelables comme n'importe quels autres. Si d'un projet ou d'une compagnie on peut espérer un taux de rentabilité, ajusté au profil de risque, suffisamment élevé, alors ceux-ci sont considérés intéressants en tant qu'investissements* » (PNUE, 2011).

En reconnaissant le capital comme complètement amoral (il investit dans des technologies vertes ou dans des technologies destructrices, seulement en fonction du taux de profit espéré), la conclusion à laquelle semblerait arriver le PNUE est que l'avenir de la planète dépend de la possibilité de mettre en place des politiques publiques capables de soumettre les investisseurs, en leur garantissant un niveau de profit suffisamment élevé, afin qu'ils se comportent comme de bons citoyens planétaires. Évidemment, tout cela doit se réaliser à l'intérieur des règles du libre-échange que le néolibéralisme a imposées à l'échelle mondiale. Selon le rapport, il ne serait pas acceptable par exemple, d'encourager le développement d'innovations et d'investissements technologiques et de produits verts, si ceux-ci génèrent un quelconque avantage pour des producteurs nationaux, pouvant être interprétés comme politique protectionniste. Dès lors, il est essentiel que les pays combinent et équilibrent la protection de l'environnement avec la garantie d'accès au marché (PNUE, 2011). Les politiques relatives à la défense de la planète auraient comme limite la nécessité de respecter les droits sacrés du libre marché.

Sur le réductionnisme de l'économie

Le rapport reconnaît que le modèle économique actuel est inadéquat, dans la mesure où il n'inclut pas dans son calcul les coûts des externalités, ainsi que l'impact environnemental des processus de production⁵. Cependant, incapable de se projeter au-delà du fondamentalisme néolibéral, il lui devient même impossible d'envisager que puissent exister d'autres formes de relation entre les êtres humains et leur environnement. Tout comme il lui est impossible d'explorer le sens d'autres cosmovisions et/ou modèles culturels comme ceux basés sur le respect des droits de la nature ou de la « Terre Mère ». Au contraire, en radicalisant l'anthropocentrisme instrumental qui traverse tout le rapport, les auteurs veulent faire en sorte que les marchés incorporent « tous » ces autres « facteurs » dans leur calcul économique.

Ainsi, il ne s'agit pas de remettre en question le fait que les décisions fondamentales de la société soient prises par « le marché », mais d'élargir le champ d'information et d'action de celui-ci afin qu'il englobe précisément la nature dans sa logique de valorisation. Cela implique le dépassement de tous les obstacles et de toutes les résistances à la marchandisation entière de la nature. Pour le bon fonctionnement des marchés, tout doit avoir un prix. S'ouvrent alors de nouveaux territoires à la spéculation et à la valorisation du capital. En fonction de ces présupposés, il n'est guère étonnant que soit défendu le rôle fondamental que devraient jouer les marchés du carbone et le mécanisme REDD+, ignorant de la sorte les polémiques, désaccords et résistances que ces derniers suscitent.

Des absences multiples

Au fil de ses centaines de pages, le rapport du PNUE livre de précieuses réflexions sur les possibles altérations des modèles productifs, industriels, agricoles, urbains, et des infrastructures de la construction et des transports. Il reprend également une large gamme de riches expériences de technologies alternatives,

5. « Les indicateurs économiques conventionnels, tels que le PIB, donnent une image déformée de la performance économique, car ils ne rendent pas compte de l'épuisement du capital naturel par les activités de production et de consommation. L'activité économique se base souvent sur la dépréciation du capital naturel, occasionnée par l'épuisement des ressources naturelles ou l'altération de la capacité des écosystèmes à générer des bénéfices économiques, en termes d'approvisionnement, de régulation ou de services culturels » (PNUE, 2011).

d'énergies renouvelables et de nouveaux systèmes de régulation qui existent dans diverses parties du monde. Cela permet de rendre compte des alternatives à la logique destructrice des modèles de production et de consommation, aujourd'hui hégémoniques, qui sont recherchées un peu partout sur la planète. Sous cet angle, le rapport constitue une importante contribution aux débats en cours. Néanmoins, ses lacunes sont beaucoup plus notables.

Selon la logique *light* qui caractérise la plupart des documents de ce type, tous les sujets plus polémiques sont complètement évités, créant ainsi l'illusion que le monde n'est pas régi par des intérêts, mais par la construction de consensus bénéficiant à tous. Un exemple parmi les thèmes omis est celui de la guerre et de l'industrie de l'armement, une des dynamiques les plus humaines et dévastatrices d'un point de vue environnemental dans le monde aujourd'hui. Tant à cause de l'importance des facteurs de production matériels et énergétiques mis en œuvre pour la fabrication et le transport des équipements militaires, qu'en raison de l'impact à long terme de leur utilisation dans les conflits armés, cette dynamique constitue une dimension centrale de la logique destructrice dominante. Apparemment, il s'agit d'un sujet tabou que les organismes internationaux ne peuvent aborder, sans offenser les États-Unis.

Mais plus révélatrice encore est l'absence de toute considération sur la signification des rapports de pouvoir extraordinairement inégaux dans le monde contemporain, et sur les intérêts qui sont en jeu. Le rapport parle de façon répétée de « politiques », mais jamais de « politique » ni de « pouvoir ». En ce qui concerne la politique, les auteurs se disent neutres, affirmant que *« l'économie verte ne favorise aucun courant politique particulier, parce qu'elle est pertinente pour toutes les économies, tant celles qui sont contrôlées par l'État que celles du marché »* (PNUE, 2011).

Les rédacteurs de ce rapport semblent vivre dans un monde onirique où les gouvernements sont démocratiques et prennent des décisions sur base de la volonté des majorités et des nécessités de bien-être des générations présentes et futures. Ils ont l'air de croire (ou de nous faire croire) que les régimes politiques contemporains et les dénommés « décideurs politiques » ont la capacité d'imposer des normes et réglementations aux multinationales et aux marchés financiers. Ils semblent supposer que le capital financier et les entreprises transnationales, qui jouent un rôle actif dans le pillage accéléré de la planète, agissent de la sorte non pas parce que

cela correspond aux formes de maximisation de leurs profits à court terme, mais parce qu'ils s'appuient sur une information insuffisante ou parce qu'ils ne reçoivent pas de signaux suffisamment clairs de la part des organismes régulateurs avec lesquels ils opèrent.

Les auteurs de ce rapport ont choisi d'ignorer le fait que la capacité des systèmes politiques actuels de mettre sur pied une régulation et des restrictions au libre fonctionnement du marché – alors que celles-ci sont exigées par une très large majorité de la population –, est fortement limitée par le pouvoir politique et financier des transnationales. Ceci est particulièrement évident aux États-Unis. Aucune mesure régulatrice quant à l'écologie, aucun compromis international ne peut être assumé par le gouvernement américain, s'il ne détient pas préalablement l'accord des grands groupes économiques potentiellement concernés.

En réalité, ce sont eux qui ont le pouvoir de rejeter les politiques avec lesquelles ils ne sont pas d'accord. Ceci fut révélé de façon accablante dans le frein mis par les États-Unis à tout compromis lors des négociations des Nations unies sur le changement climatique en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et dans la manière dont ils ont empêché la ratification des normes environnementales – fussent-elles les plus timides –, qui ont été proposées ces dernières années. Pour le gouvernement états-unien, toucher aux intérêts corporatifs a un coût tout simplement trop élevé.

Les politiques d'ajustement structurel par lesquels les gouvernements européens ont réagi à la crise actuelle, débouchant notamment sur une réforme constitutionnelle en Espagne, sont mises en œuvre dans le but de répondre aux exigences de plus en plus précises formulées par les « marchés ». Ceci accentue une situation au niveau mondial qui conduit à l'ébranlement de la notion de démocratie et à la concentration accrue des richesses et des prises de décision.

Dans ces conditions, la liste des recommandations, l'ensemble des propositions que le PNUE demande aux gouvernements de négocier et d'instaurer, ne vont pas au-delà de l'expression ingénue de très bonnes intentions, sans aucune possibilité aujourd'hui de changer de cap pour la planète. Des propositions qui font le choix d'ignorer complètement les réalités géopolitiques ne peuvent contribuer significativement à relever les défis globaux auxquels nous faisons face actuellement. Cela s'impose comme une évidence pour les mouvements de résistance qui luttent aujourd'hui partout dans

le monde. En conséquence, il est peu probable qu'ils se laissent prendre au piège des fausses promesses de l'« économie verte ».

Traduction de l'espagnol: Anne-Françoise Denamur

Bibliographie

Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations unies (1987), « Our Common Future », <http://upload.wikimedia.org/wikisource/en/d/d7/Our-common-futur.pdf>

PNUE – Programme des Nations unies pour l'environnement (2011), *Vers une économie verte pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, Synthèse à l'intention des décideurs, www.unep.org/greeneconomy.

